



# ENFOPRENSA

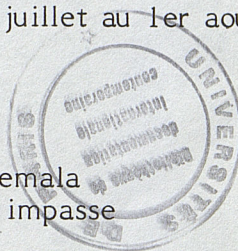
AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 280

du 26 juillet au 1er août 1988

## POLITIQUE

Réunion centraméricaine sans le Nicaragua  
Les vice-présidents centraméricains se rencontrent au Guatemala  
Le dialogue entre l'URNG et le gouvernement est dans une impasse  
Le SIPROCI est entré en fonction  
Les agressions contre les indigènes se poursuivent  
L'USAC : L'augmentation de la dette extérieure pèse sur la nation  
Un étudiant enlevé est retrouvé mort  
Une tentative d'enlèvement échoue  
Des chefs de la police condamnés



## ECONOMIE

Nouvelle augmentation du prix des combustibles  
Le Mexique et le Guatemala signent un accord de coopération  
L'ONU accorde une aide alimentaire

## INSURRECTION

Intense activité des insurgés dans le Nord et l'Ouest du pays

## MOUVEMENT POPULAIRE

Le rejet des mesures gouvernementales persiste  
La grève générale n'est pas encore décidée  
On dénonce les abus commis par l'armée

## EGLISE

L'archevêque est menacé de mort

4°P. 12315



## POLITIQUE

### REUNION CENTRAMERICAINE SANS LE NICARAGUA

Les ministres des Relations extérieures des pays d'Amérique centrale et le secrétaire d'Etat nord-américain George Schultz se réuniront dans la capitale guatémaltèque à partir du 1er août. Le réarmement des armées du Guatemala, du Honduras et du Salvador, la demande conjointe d'une augmentation de l'aide économique nord-américaine et la création d'un front commun excluant le Nicaragua constitueront les principaux thèmes de discussion.

Selon des diplomates européens présents au Guatemala, l'administration du président Reagan offrirait des compensations économiques substantielles à ces quatre pays en échange de la signature d'un document préparé par Washington, constituant une véritable "déclaration de guerre au Nicaragua".

Des diplomates du Costa-Rica ont affirmé le 29 juillet que la réunion serait un moment-clé de la politique des Etats-Unis dans la région ; ils se basent sur le fait que le gouvernement du président Cerezo semble se rapprocher des positions de Washington, surtout depuis la tentative de coup d'Etat du 11 mai.

Au Guatemala, le Parti socialiste démocratique et la Démocratie chrétienne guatémaltèque ont diffusé des communiqués condamnant les pressions exercées par Washington sur le Guatemala. Ces pressions consistent en "des menaces voilées" de couper toute sorte d'assistance militaire et économique si le Guatemala n'accepte pas de signer le document élaboré par Washington. Ce document aurait déjà été signé par le Honduras et par le Salvador.

A ce sujet, le président Vinicio Cerezo, qui a rencontré l'ambassadeur itinérant Morris Busby, estime que la présence de son gouvernement à la réunion avec Schultz est compatible avec la "neutralité active" : si le Nicaragua rencontre Cuba et l'Union soviétique, pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant avec nos amis des Etats-Unis ?

Le 1er août le président du Nicaragua Daniel Ortega a exhorté les gouvernements de la région à se conduire avec "dignité et fermeté" face aux Etats-Unis et à ne pas se laisser entraîner sur les positions bellicistes du président Reagan.

### LES VICE-PRESIDENTS CENTRAMERICAINS SE RENCONTRENT AU GUATEMALA

Les 27 et 28 juillet les vice-présidents Jorge Manuel Dengo (Costa-Rica), Sergio Ramirez Mercado (Nicaragua), Alfredo Fortin Ynestrosa (Honduras), Ricardo Castillo Claramount (El Salvador) et Roberto Carpio Nicolle (Guatemala) se sont rencontrés dans la capitale guatémaltèque. Ils ont examiné le plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale, approuvé lors de l'Assemblée générale des nations-unies ; ce plan prévoit une assistance de 400 millions de dollars pour la région.

Les vice-présidents ont également rencontré les représentants des organismes régionaux et internationaux de coopération ; le communiqué final fait part de leur volonté à "l'application des accords d'Esquipulas II, de préserver les efforts de paix et la voie d'une solution négociée à la crise centraméricaine".

### LE DIALOGUE ENTRE L'URNG ET LE GOUVERNEMENT EST DANS UNE IMPASSE

D'après une déclaration du 29 juillet de l'archevêque de la capitale, Prospero Penados del Barrio, la possibilité de reprise du dialogue entre le gouvernement du président Cerezo et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) n'est pas envisageable : "selon le président, le seul interlocuteur de l'URNG doit être la Commission nationale de réconciliation, alors que l'URNG souhaitait la présence de l'Eglise". Les positions des parties semblent inconciliables : Le gouvernement demande à l'URNG de déposer les armes avant tout dialogue, l'URNG propose une trêve, refusée par le gouvernement, "car se serait reconnaître la guérilla".

L'évêque Rodolfo Quezada Toruno, président de la CNR, a déclaré le 28 juillet que cet organisme avait approuvé le document de principe sur le dialogue national. Les discussions pourraient commencer dès septembre, le but étant de constituer une assemblée des représentants de tous les secteurs nationaux.



## LE SIPROCI EST ENTRE EN FONCTION

Le Système de protection des citoyens est entré en fonction le 26 juillet. Cette institution est sous le contrôle du pouvoir exécutif via le ministère de la Défense et directement reliée au ministère de l'Intérieur, ainsi qu'à toutes les polices civiles et militaires du pays.

Le président Cerezo voit en ce nouvel organisme "une alternative pour combattre le monde du crime". La première activité du SIPROCI a consisté en un contrôle des personnes et des véhicules dans les rues de la capitale.

## LES AGRESSIONS CONTRE LES INDIGENES SE POURSUIVENT

Selon Rigoberta Menchu, dirigeante du Comité pour l'unité paysanne, le Guatemala présente toutes les caractéristiques de la pratique de l'ethnocide, tel que le définissent les spécialistes. Rigoberta Menchu, également membre de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) et de la délégation de son pays qui assiste à la 6<sup>e</sup> session du Groupe de travail des nations-unies sur le groupe indigène, s'exprimait lors d'un entretien accordé au journal mexicain La Jornada publié le 1er août.

Même sous le gouvernement civil, signale Menchu, on torture, on tue, des gens disparaissent. La mort, "élément sacré et si beau dans la tradition indigène est devenue un motif de peur". Il s'agit donc en réalité d'un ethnocide politique ; on tue par peur, car "l'armée sait que les indigènes sont une alternative de pouvoir".

Le Guatemala est représenté à la session de l'ONU par Rosario Pu, dirigeante du CUC Gabriel Ixmata, représentant les coopératives et par Francisco Cali du Comité paysan de l'Altiplano.

## L'USAC : L'AUGMENTATION DE LA DETTE EXTERIEURE PESE SUR LA NATION

L'augmentation de la dette extérieure (actuellement estimée à 3 mille millions de dollars) à la suite de nouveaux emprunts, constitue un problème qui hypothèque le futur de la nation, d'autant plus lorsque les investissements diminuent. C'est ce qu'a déclaré le 1er août Edgar Reyes Escalante, directeur de l'Institut des études économiques et sociales (IIES) de l'Université de San Carlos.

## UN ETUDIANT ENLEVE EST RETROUVE MORT

Adrian Guerra Roca a été retrouvé tué par balle le 28 août dans un village des abords de la capitale. Etudiant en Agronomie à l'université de San Carlos, il avait été enlevé par des hommes armés le 22 juillet. Au cours de cet enlèvement, on avait tenté d'assassiner le dirigeant universitaire Oscar Monterroso.

Un communiqué de l'Association des étudiants signale que Monterroso sera contraint de quitter le pays. L'AEU signale également les actes d'intimidation qui pèsent sur ses membres, tels la surveillance des domiciles, les poursuites dans la rue et diverses hostilités, qui ne cessent d'augmenter depuis novembre 1987.

## UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT ECHOUE

Trois hommes armés ont tenté d'enlever Gilberto Mendez Sacxot, professeur au Centre universitaire de l'Ouest (CUNOC), et ex-maire de la municipalité de Cantel, département du Quezaltenango.

## DES CHEFS DE LA POLICE CONDAMNES

L'ex-chef de la police nationale de la ville de Quezaltenango, Catalino Valiente Alonso et cinq agents de cette institution ont été condamnés à 30 ans de prison -peine maximum prévue au Guatemala- pour l'enlèvement et l'assassinat des universitaires Danilo Sergio Alvarado Mejia et Rene Arnoldo Leiva Cayax, a-t-on appris de source officielle le 26 juillet.

Les victimes avaient été enlevées en décembre 1987 par la police. Leurs corps avaient été retrouvés trois jours plus tard.



## ECONOMIE

### NOUVELLE AUGMENTATION DU PRIX DES COMBUSTIBLES

Le président Cerezo a annoncé le 26 juillet que son gouvernement autorisait une nouvelle augmentation du prix des combustibles, "pour mettre un frein à la spéculation". Les prix des combustibles ont déjà été augmentés début juillet.

Le Fonds monétaire international devrait prochainement accorder un prêt "stand by" d'un montant de 126 millions de dollars.

Par ailleurs, l'Institut national de la statistique a fait savoir que l'inflation était de 200% au Guatemala en 1988.

### LE MEXIQUE ET LE GUATEMALA SIGNENT UN ACCORD DE COOPERATION

Les gouvernements mexicain et guatémaltèque ont signé le 27 juillet un accord de coopération énergétique et minière renouvelable tous les deux ans.

Un programme de formation de cadres techniques et de transfert des technologies des minéraux sera établi.

### L'ONU ACCORDE UNE ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Le programme mondial d'alimentation de l'Organisation des nations-unies accordera 30 millions de dollars d'aide destinés à 900 mille écoliers guatémaltèques durant une période de 3 ans. Du lait en poudre, de l'huile végétale, des céréales, du riz, de la farine de blé, de la viande en conserve et de la soupe hyophilisée seront remis aux ministères et aux agences concernés.

## INSURRECTION

### INTENSE ACTIVITES DES INSURGES DANS LE NORD ET L'OUEST DU PAYS

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG) a fait savoir le 25 juillet que ses unités avaient infligé 23 pertes à l'armée dans les départements de San Marcos, Solola et du Peten.

Le quotidien El Grafico a fait savoir le 1er août qu'une cinquantaine de guérilleros avaient occupé pendant plus de deux heures le chef-lieu de la municipalité de San Juan Ostuncalco, dans le département du Quezaltenango.

Selon la station de radio Voz popular, l'insurrection a causé 1 410 pertes à l'armée depuis le début de l'année.

## MOUVEMENT POPULAIRE

### LE REJET DES MESURES GOUVERNEMENTALES PERSISTE

Près de 30 mille personnes ont manifesté le 28 juillet dans le centre de la capitale pour exprimer leur rejet des récentes mesures adoptées par le gouvernement : la libération des prix, la dévaluation du quetzal et la hausse du prix des combustibles.

"La Démocratie chrétienne guatémaltèque a baissé le masque le 11 mai et s'est inclinée devant la droite rétrograde", a déclaré un orateur de l'Unité d'action syndicale et populaire. Les manifestants se sont en outre élevés contre l'intensification de la répression à l'égard de l'Association des étudiants universitaires et contre les secteurs populaires. La UASP appelle à une nouvelle manifestation anti-gouvernementale pour le 4 août.



#### LA GREVE GENERALE N'EST PAS ENCORE DECIDEE

L'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a retardé l'appel à la grève générale, mesure destinée à protester contre les décisions économiques du gouvernement, critiquées par tous les secteurs nationaux.

"Avant d'appeler la population à des actions radicales, nous devons créer en elle la conscience pour nous assurer sa participation", signale un communiqué de la UASP diffusé le 31 juillet. La décision d'appeler ou non à une grève générale sera prise le trois août au cours d'une réunion où sera examiné un ensemble de mesures "plus énergiques" pour faire pression sur le gouvernement du président Cerezo.

#### ON DENONCE LES ABUS COMMIS PAR L'ARMEE

La population du village Las Bolsas, municipalité de San Pablo, dans le département de San Marcos, a dénoncé le 27 juillet les activités de l'armée, visant à militariser la vie quotidienne des villageois. Ils sont obligés de participer aux patrouilles et d'effectuer des travaux non rémunérés.

#### EGLISE

#### L'ARCHEVEQUE EST MENACE DE MORT

L'archevêque du Guatemala, Monseigneur Prospero Penados del Barrio, a reçu plusieurs menaces de mort. Il est accusé d'inclinaison au communisme, pour être intervenu en faveur de la réalisation d'un dialogue entre l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque et le gouvernement.

Des menaces écrites et téléphoniques ont informé Penados que "ses jours étaient comptés". L'archevêque désigne les secteurs de l'extrême-droite ou "une personne très liée à ces milieux" comme responsables d'un éventuel attentat contre son intégrité physique.